Document

Le Congrès a fermé les yeux pendant des années sur la corruption chez Fannie Mae et Freddie Mac

(<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=13124>)

Le 9 avril 2009

Avertis des délits chez Fannie et Freddie, les libéraux du Congrès ont malgré tout bloqué les mesures visant à refréner ces compagnies cautionnées par le gouvernement.

Judicial Watch, le groupe d'intérêt public qui étudie et poursuit en justice la corruption gouvernementale aux États-Unis, a annoncé aujourd'hui que, dans le cadre de son enquête en cours sur le rôle de l'administration dans la crise financière, il a découvert de nouveaux documents. Ceux-ci montrent que des membres du Congrès savaient depuis des années que Fannie Mae et Freddie Mac ne se souciaient pas du tout des questions comptables, de l'évaluation des risques et des questions de rémunération des dirigeants, alors même que, au Congrès, les libéraux continuaient à bloquer toute tentative de réglementer ces deux compagnies dont le gouvernement était garant.

Judicial Watch a obtenu les documents de la *Federal Housing Finance Agency* (FHFA), en réponse à une demande datée du 4 décembre 2008 en vertu du *Freedom of Information Act* (FOIA, ou loi sur la liberté d'accès à l'information). *Judicial Watch* a demandé les dossiers relatifs à l'activité des membres du Congrès en ce qui concerne Fannie Mae et Freddie Mac et leur politique de décuplement du crédit à risque auprès des personnes pauvres, ainsi que la correspondance et les dossiers sur les contacts entre la FHFA et Fannie et Freddie. Il y a, entre autres documents importants :

- La lettre de la FHFA, datée du 26 mars 2007, du directeur de l'Office de Surveillance des Entreprises du Logement (OHFEO), James B. Lockhart, aux sénateurs Elizabeth Dole, Chuck Hagel, Mel Martinez et John Sununu : « *C'est une question très sérieuse. L'inadéquation des méthodes et des contrôles de Freddie Mac sont un important souci tutélaire. Par ailleurs, l'absence des annonces publiques obligatoires en temps opportun prive ceux qui participent au marché des informations financières essentielles, mises à disposition par toute autre société cotée en bourse pour que les investisseurs puissent prendre des décisions.* » La lettre mentionne aussi, « *... Fannie Mae n'a pas encore déposé les états financiers de 2005 et 2006 et, par conséquent, ils ne sont pas non plus enregistrés en temps opportun.* »

- La lettre de la FHFA lettre, datée du 3 décembre 2004, au député Barney Frank : « *Le 15 novembre 2004, Fannie Mae a déposé un formulaire 12b-25 auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC). Fannie Mae a indiqué que les vérificateurs externes n'ont pu finir de vérifier les comptes de ses états financiers, et ont noté la possibilité de jusqu'à 9 milliards de dollars de perte remontant à 2001. En conséquence, l'OHFEO a décidé de ne fournir à cette époque aucune classification mensuelle du capital.* »

- La lettre datée du 16 juin 2006, de Lockhart, le directeur de l'OHFEO, au sénateur Chuck Hagel : « *... En janvier 1999, le PDG Franklin Raines a approuvé la recommandation faite par le Chef de la Direction Financière (CFO) (Tom Howard) et le Contrôleur (Leanne Spencer), de différer la reconnaissance de 200 millions de dollars en frais d'amortissement. Cet ajournement, ainsi que d'autres décisions comptables formulées à l'époque, relatives aux provisions pour pertes sur prêts et à la reconnaissance des crédits d'impôts de logement des gens à faible revenu, a permis à la direction d'assurer un seuil de bénéfices par action pour un maximum de primes.* »

Dans l'ensemble, ces documents montrent que le Congrès était au courant des énormes problèmes chez Fannie Mae et Freddie Mac au cours des six dernières années. Pourtant, les libéraux, dirigés par le député Barney Frank (photo), ont à maintes reprises bloqué les tentatives visant à mettre la bride sur Fannie Mae et Freddie Mac.

Par exemple, lors d'une audience du 10 septembre 2003, avant que le Comité de la Chambre sur les Services Financiers ne considère une proposition de l'administration Bush visant à mieux réglementer Fannie et Freddie, le député Frank a déclaré : « Je voudrais commencer par dire que je suis heureux d'examiner la législation, mais je ne pense pas que nous soyons face à une quelconque crise. C'est que, à mon avis, les deux entreprises parrainées par le gouvernement dont nous parlons ici, Fannie Mae et Freddie Mac, ne sont pas en crise. Nous avons eu récemment un problème de comptabilité avec Freddie Mac. Cela a entraîné le licenciement de personnes, comme cela paraissait approprié. Je ne pense pas à cet endroit qu'il y ait un problème avec une menace pour le Trésor. »

Tom Fitton, le président de *Judicial Watch*, a déclaré : « Ces nouveaux documents montrent l'inconséquence des libéraux du Congrès en faisant intervenir le contribuable à la rescousse de l'énorme passif lié à Fannie Mae et Freddie Mac. Les responsables gouvernementaux de la FHFA ont à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme sur la fraude, les abus et la corruption dans ces deux firmes cautionnées par le gouvernement, alors que les libéraux du Congrès, dirigés par Barney Frank, bloquaient toute démarche visant à remédier à la situation d'une manière constructive. »